

## Tension, manifestations et appels au boycottage anti-français en Turquie (PAPIER JOURNÉE)

ANKARA, 19 jan (AFP) - La reconnaissance par la France du génocide arménien a provoqué vendredi des manifestations d'hostilité et de multiples appels au boycottage économique et culturel en Turquie, dans une ambiance politique de tension froide.

Le président turc Ahmet Necdet Sezer a appelé son homologue français Jacques Chirac et son gouvernement à "agir" pour rendre "inefficace" la loi, en déposant un recours devant le Conseil constitutionnel, unique possibilité restante.

Mais le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem a reconnu sur la chaîne de télévision CNN Turk qu'il n'avait "pas trop d'espoir".

"Cette loi va sûrement avoir des répercussions très défavorables sur les relations turco-françaises", a souligné le porte-parole de M. Sezer devant la presse.

Déjà, le mal se fait sentir, et les appels au boycottage se multiplient, que ce soit par des particuliers sur l'internet ou des associations.

Les dirigeants de plusieurs syndicats, notamment celui des fonctionnaires, Resul Akay, ont appelé le gouvernement à fermer toutes les installations françaises en Turquie et à lancer une campagne demandant aux Turcs vivant en France de retirer leur argent des banques françaises. "Les produits français doivent être boycottés", a déclaré M. Akay, cité par Anatolie.

Le président de la Chambre de commerce de Konya (centre) en a fait de même vendredi: "Nos 25.000 membres sont appelés à suivre ce mouvement", a-t-il dit.

Le président des Chambres et Unions de commerce de Turquie (TOBB), Fuat Miras, a indiqué qu'il envisageait de lancer un appel à ses membres pour qu'ils revoient leurs liens commerciaux avec leurs partenaires français et n'importent plus de produits français, selon Anatolie.

La France est l'un des principaux partenaires de la Turquie avec un volume d'échanges commerciaux de plus de 4 milliards de dollars en 1999.

L'Université d'Istanbul a annoncé l'arrêt à partir de vendredi de ses relations scientifiques avec des partenaires français. Son recteur Kemal Alemdaroglu a déclaré que "tout contact scientifique" avec les universités Descartes, de Toulouse et de Strasbourg avait été rompu, et annulé la visite prévue d'universitaires de l'Université Paris Sud dans le cadre d'un programme d'échange.

Annulée également une réunion de hauts responsables militaires turcs et français prévue la semaine prochaine en Turquie pour évoquer la coopération bilatérale, a-t-on appris auprès du ministère turc de la défense. Et la menace est lourde d'annulation de contrats ou d'une mise à l'écart des firmes françaises d'appels d'offre dans le domaine militaire, que ce soit pour un satellite espion ou pour des chars de combat, selon les analystes.

Les sanctions contre la France doivent être déterminées après le retour de l'ambassadeur turc à Paris Sonmez Koksak, rappelé en consultations, avait indiqué jeudi un porte-parole du gouvernement.

M. Cem a précisé qu'il devait s'entretenir vendredi soir à Ankara avec M. Koksak.

Plusieurs manifestations hostiles se sont déroulées devant l'ambassade de France à Ankara et le consulat à Istanbul.

Les ultra-nationalistes Ulkucu (Idéalistes), groupe proche du Parti de l'Action Nationaliste (MHP, au pouvoir) ont été les plus virulents: "France, ne te trompe pas, n'épuise pas notre patience!" ou encore: "Les bâtards de la France ne peuvent nous faire céder", ont-ils scandé devant l'ambassade.

Quelque 200 des leurs ont aussi manifesté devant le consulat à Istanbul, jetant des oeufs contre les fenêtres du bâtiment et une bousculade avec la police s'est terminée sans incident.

La presse exprimait son amertume: "Adieu France", titrait à la une en français, vengeur, le quotidien à grand tirage Hurriyet.